

*Questions orales*

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le député ne veut pas que les familles qui gagnent \$10,000 obtiennent davantage.

**M. Ouellet:** Répondez à la question.

**Des voix:** Bravo!

**M. Epp (Provencher):** Il ne veut pas qu'on réduise l'exemption fiscale qui profite davantage à ceux qui gagnent plus pour offrir plus à ceux qui gagnent moins.

**M. Ouellet:** Venez à Montréal mercredi.

**M. Malépart:** Mulroney, vous avez bien trop peur!

**M. Epp (Provencher):** Je voudrais bien que le député lise les manchettes: «Les prestations sont mieux conçues» et «Les gros canons de l'opposition sont mal pointés».

**Des voix:** Bravo!

**M. Malépart:** Venez à Montréal. Les gens vont vous en parler.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Quel bouffon.

**M. Axworthy:** On hurle avec les loups, Michael.

**M. Gauthier:** Notre clown de service entre en scène.

**M. le Président:** A l'ordre. Il ne reste que cinq ou six minutes. La parole est au député de Essex-Windsor.

\* \* \*

**LE COMMERCE**

## LES POURPARLERS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, je pose ma question au premier ministre qui continue à cultiver le secret et le vague sur les démarches en vue du libre-échange avec les États-Unis. Par exemple, ce matin, à sa conférence de presse, il a refusé de préciser si le secteur de l'agriculture serait visé dans les négociations.

Comment se fait-il qu'en dépit des assurances qu'il a données à la Chambre la semaine dernière, le gouvernement n'a toujours pas annoncé ses intentions quant à la libéralisation du commerce avec les États-Unis, bien que soit expiré le délai de six mois depuis le sommet irlandais?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous répondrons en temps et lieu, de la manière qui convient et qui a déjà été décidée. Notre position n'a pas changé. J'invite mon ami le député à tenir une conférence sur la question avec le premier ministre du Manitoba.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je soupçonne que le premier ministre va constater, à son grand dépit, que les réserves exprimées par le premier ministre du Manitoba sur le libre-échange sont précisément celles qui sont importantes pour nous.

## LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Pourquoi hésite-t-il à dissiper toutes les ambiguïtés et les incertitudes qui ont cours dans notre pays en acceptant l'avis unanime du comité spécial mixte sur la question, lequel a recommandé que le pacte automobile, le secteur agricole et les industries culturelles n'entrent pas dans les négociations qui pourront se tenir sur la libéralisation des échanges?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai dit assez clairement pour en convaincre les députés, j'espère, qu'avant d'engager des pourparlers commerciaux de cette nature, les premiers ministres des provinces seraient pleinement consultés. J'ai eu samedi une longue conversation téléphonique avec le premier ministre Peterson au cours de laquelle nous avons discuté de certaines de ses préoccupations dont nous avons pu tenir compte dans notre réponse. Nous nous entretenons avec les syndicats ouvriers et le secteur privé, et nous en discutons ouvertement à la Chambre des communes. Il n'y a aucune hésitation ou variation. Nous sommes persuadés que la solution au chômage consiste à relancer le commerce accrue et nous cherchons à conquérir une part juste et équitable d'un immense marché. Je crois qu'il y va des intérêts des chômeurs et de tous les Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LA SANTÉ**

## LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR DE L'HÉROÏNE POUR LE TRAITEMENT MÉDICAL DE LA DOULEUR

**M. Ken James (Sarnia-Lambton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 9 septembre 1985, le ministre a expliqué en détail comment on comptait rétablir l'usage de l'héroïne pour atténuer les douleurs intolérables causées par les maladies incurables. Le ministre peut-il préciser à l'intention des nombreux Canadiens qui souffrent jour après jour de douleurs graves et intolérables quand cette drogue sera mise à leur disposition alors qu'ils attendent impatiemment de pouvoir s'en servir?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Nous avons examiné très attentivement la possibilité de remettre l'héroïne sur le marché à des fins médicales, et surtout pour le traitement des douleurs irréductibles. Nous avons permis l'usage de cette drogue dans des conditions extrêmement restreintes dans les hôpitaux et c'est seulement les médecins qui peuvent la prescrire. Nous espérons nous procurer cette drogue auprès d'un fournisseur du Royaume-Uni d'ici à la fin octobre. La question à régler à présent est celle de l'approvisionnement du fournisseur et de la sécurité une fois la drogue arrivée au Canada.